

*Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie*

Sou1995-890

1

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. (1) 40 77 85 00

Fax (1) 40 77 85 09

**CREDOC-DIRECTION
IMPORTANT**

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du Centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS
LE DIFFUSER**

Enq. cond. de vie et asp. des Fr. -
Vague de fin 1994, début 1995 -
Compl. 1ers résultats de l'enquête -
Radicalisme, inquiétudes / G.
Hatchuel. Mars 1995.

CREDOC•Bibliothèque



CREDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

CREDOC

Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Janvier 1995 : Radicalisme et inquiétudes
progressent dans la société française,
malgré un début d'amélioration économique**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

**- Complément aux premiers résultats
de la vague de début 1995 -**

G. HATCHUEL

28 MARS 1995

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le Département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

**Georges Hatchuel (Directeur adjoint du CREDOC) et de :
Franck Berthuit, Catherine Duflos, Ariane Dufour, Françoise Gros, Anne-Delphine Kowalski,
Lucette Laurent.**

CREDOC

**Président : Bernard Schaefer
Directeur : Robert Rochefort**

CREDOC

28 Mars 1995

G. Hatchuel/LL

Janvier 1995 : Radicalisme et inquiétudes progressent dans la société française, malgré un début d'amélioration économique

L'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français" est réalisée chaque année depuis 1978. Instrument original, multi-thématique, mêlant indicateurs subjectifs et objectifs, l'enquête permet de mettre en évidence les principaux mouvements de fond traversant la société. Elle fournit aussi un éclairage tout particulier sur les tendances conjoncturelles qui affectent, chaque année, le corps social français. Les premiers résultats de la vague de fin 1994 (Décembre 1994 - Janvier 1995) fournissent, à cet égard, une idée très significative du climat de l'opinion au début 1995.

Analysées par comparaison avec les résultats de Janvier 1994, sept types d'évolutions sont particulièrement nettes. Elles traduisent, comme il y a un an, les opinions contradictoires d'une société quelque peu désabusée : en même temps que les Français commencent à croire en un début d'amélioration économique, leurs inquiétudes et leurs doutes sont au plus haut, allant de pair avec un désir de plus en plus fort de voir la société se transformer profondément.

- 1 - Plus de Français commencent à croire en une stabilisation prochaine du chômage.
- 2 - Nos concitoyens voient moins négativement l'évolution de leur niveau de vie personnel, mais ils restent pessimistes quand il s'agit du niveau de vie des « autres ».
- 3 - Corrolaire de ce décalage grandissant entre les situations individuelles et l'état de la société dans son ensemble, les inquiétudes des Français atteignent, en ce début 1995, un niveau record.
- 4 - Le nombre de partisans de « réformes radicales » de la société est à son plus haut niveau depuis fin 1978.

5 - La peur du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion continue de s'accompagner d'une attente forte vis-à-vis de la protection sociale, notamment à l'égard des plus défavorisés.

6 - Enfin, l'ensemble de ces évolutions générales s'accompagne de deux inflexions sensibles, dont on peut se demander si elles ne sont que conjoncturelles :

- L'idée de contribuer financièrement à la lutte contre la dégradation de l'environnement connaît cette année un net recul.
- La notion de « partage du travail, créateur d'emploi » semble faire son chemin dans les esprits.

1. Un tiers des Français pensent que le chômage va se stabiliser prochainement

Premier signe d'un début d'amélioration ressentie de la conjoncture économique, les anticipations sur l'évolution du chômage sont moins noires. Certes, les Français ne croient pas encore en une diminution prochaine du nombre de chômeurs, mais ils sont bien plus nombreux à espérer sa **stabilisation** (+ 11 points par rapport au début 1994, + 22 points par rapport à il y a deux ans).

Il est vrai que 61 % de la population estiment encore que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années. Mais on est maintenant loin du taux record (87 %) du début 1993 (tableau 1).

Tableau 1
A votre avis, le nombre de chômeurs va ...

	(en %)									
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Différ. 95-93
Augmenter pendant plusieurs années	73	68	61	53	76	82	87	74	61	- 26
Se stabiliser dans un avenir proche	23	26	33	38	21	15	11	23	33	+ 22
Diminuer dans un avenir proche	3	5	5	8	3	2	2	2	6	+ 4
Ne sait pas	1	1	1	1	1	1	1	1	-	-
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Cette amélioration des anticipations du chômage est très nette dans toutes les catégories, y compris chez les jeunes parisiens (personnes de moins de 40 ans habitant dans l'agglomération parisienne) qui, pourtant, avaient semblé prendre conscience tardivement de la montée du chômage¹. Elle est encore plus spectaculaire chez les inactifs et les indépendants que chez les salariés : pour les personnes de 65 ans et plus, c'est le mouvement déjà observé en fin 1992 qui se poursuit (- 22 points sur leurs anticipations négatives, cf. tableau 2). Par contre, chez les travailleurs indépendants, le phénomène s'accélère cette année, révélateur d'une très nette amélioration du « moral » de cette catégorie. Nous y reviendrons.

Tableau 2

Le pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va augmenter

- Evolution pour quelques catégories -

	(en %)		
	Début 1994 (A)	Début 1995 (B)	Différence (B - A)
. 65 ans et plus	68,0	45,9	- 22,1
. Diplômé du supérieur	70,9	53,1	- 17,8
. Indépendant (artisan, commerçant, exploitant agricole) (1)	75,3	57,6	- 17,7
. 50 à 64 ans	73,6	57,2	- 16,4
. Personne de moins de 40 ans, résidant à Paris-Région Parisienne	82,2	66,3	- 15,9
. Revenus du foyer inférieurs à 8 000 F/mois ..	77,1	62,1	- 15,0
Ensemble des Français	74,4	61,0	- 13,4

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) - Ont été classés ici les artisans, commerçants, exploitants agricoles et les chefs d'entreprises. Les professions libérales, classées avec les cadres, n'y figurent pas.

Cette amélioration sensible des anticipations du chômage ne se traduit cependant pas par une baisse aussi nette des craintes vis-à-vis de ce risque ou par une forte réduction du sentiment d'en être menacé, même si un léger recul du pessimisme se fait aussi sentir sur ce point.

Ainsi, alors que 78% des Français se déclaraient inquiets du chômage il y a un an, c'est maintenant le cas de 75%. La diminution est plus nette chez les enquêtés qui s'en disent « beaucoup » inquiets (- 5 points, cf. tableau 3). Il reste que les taux atteints sont encore nettement plus importants que ceux d'il y a deux ans. **La crainte du chômage a donc cessé de croître, mais elle n'a pas reflué pour autant.**

¹ Cf. G. Hatchuel « Janvier 1994 : Crainte du chômage et restrictions sont au plus haut, masquant quelques lueurs d'espoir », CREDOC, Mars 1994.

Tableau 3
Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets,
pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995
% d'individus inquiets du risque de chômage	58,2	62,2	55,5	57,2	56,6	65,6	69,2	77,8	75,1
<i>Dont : "beaucoup" inquiets</i>	36,9	41,5	33,3	32,1	31,2	36,5	41,2	54,2	49,0

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

De fait, le chômage se situe toujours au premier rang des préoccupations actuelles des Français, même si celui-ci retient cette année un peu moins les craintes de la population (- 3 points en un an, cf. tableau 4). Par contre, les maladies graves et les problèmes de pauvreté en France prennent une importance accrue au sein des sujets qui préoccupent le plus aujourd'hui nos compatriotes.

Tableau 4
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

<i>(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 1995)</i>	(en %)					Différence 1995-1994
	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	
	A	B	C	D	E	
. Le chômage	27,4	38,1	43,8	52,2	49,0	- 3,2
. Les maladies graves	27,7	28,1	28,9	26,2	30,5	+ 4,3
. La pauvreté en France	16,3	15,6	20,2	22,4	28,2	+ 5,8
. La violence et l'insécurité	23,0	20,1	15,5	20,2	21,9	+ 1,7
. La drogue	37,2	33,6	29,7	28,4	20,6	- 7,8
. La pauvreté dans le monde	14,5	17,7	18,6	16,4	16,5	+ 0,1
. L'immigration	16,5	15,9	13,9	13,9	13,9	-
. La dégradation de l'environnement	12,0	12,1	10,9	8,1	7,1	- 1,0
. Les tensions internationales	15,8	9,0	8,7	7,2	6,8	- 0,4
. Les conflits sociaux	3,7	3,5	3,1	2,6	3,5	+ 0,9
. L'Europe	5,7	6,1	6,4	2,0	1,7	- 0,3

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

2. Un peu plus de Français émettent une appréciation positive sur l'évolution de leur niveau de vie depuis dix ans

Corollaire de ce début d'espoir d'amélioration de la situation de l'emploi - même s'il est encore timide -, le regard porté par les Français sur leur niveau de vie passé, dont on sait qu'il est un bon révélateur du jugement porté sur le présent, est moins noir que l'année dernière.

Cette amélioration relative concerne surtout l'opinion portée sur l'évolution du niveau de vie **personnel**. Elle intervient après plus de quatre années successives de détérioration du jugement formulé sur ce point par les Français. En effet, le pourcentage d'enquêtés estimant que leur propre niveau de vie s'était dégradé depuis dix ans n'avait cessé d'augmenter depuis le début 1991 (tableau 5). Certes, le pourcentage atteint cette année est encore éloigné de la situation de 1990-91, mais 43 % de la population estiment aujourd'hui que leur niveau de vie s'est détérioré depuis dix ans, contre 49 % il y a un an (- 6 points).

Tableau 5

En ce qui concerne votre niveau de vie,
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

	(en %)									
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Différence 1995-1994
Mieux (1)	31	28	29	35	31	27	28	24	27	+ 3
C'est pareil	31	29	29	30	29	30	28	26	29	+ 3
Moins bien (2) ..	36	41	40	34	39	42	43	49	43	- 6
Ne sait pas	3	2	2	1	1	1	1	1	1	-
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

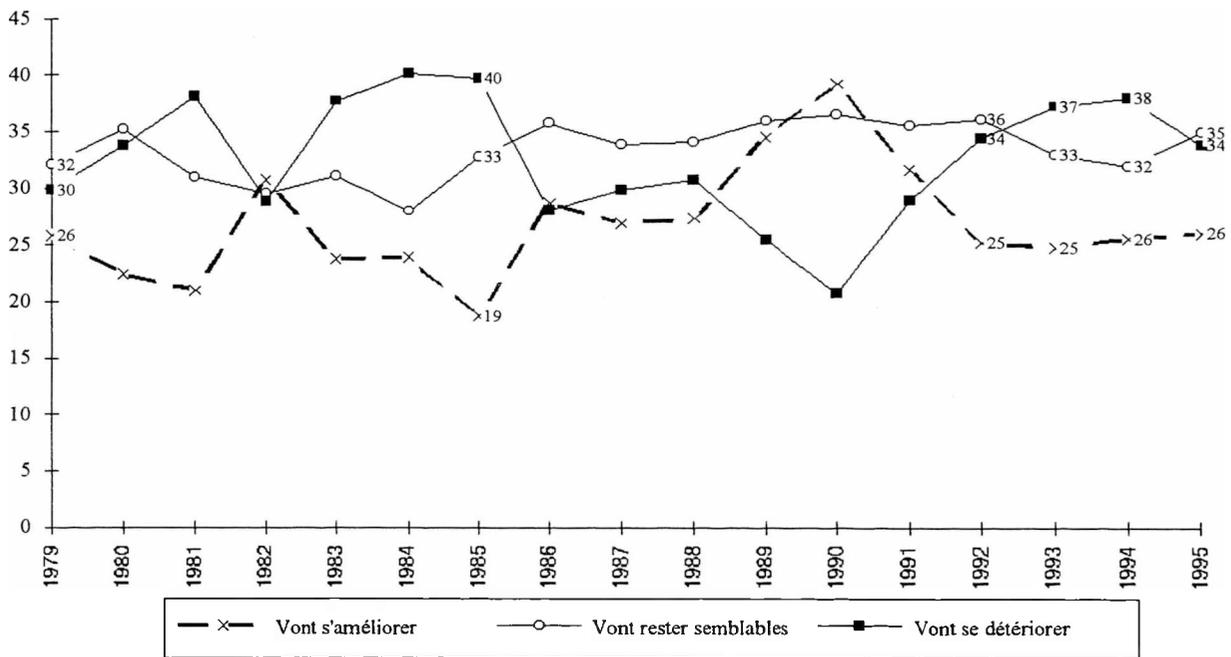
(1) Somme des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux" (2) Somme des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

Cette diminution des opinions négatives sur l'évolution du niveau de vie **personnel** est particulièrement significative chez les travailleurs indépendants (- 18 points en un an, contre - 6 en moyenne), chez les personnes de 50 à 65 ans (- 13 points), chez les hommes actifs (- 10 points), notamment les ouvriers (- 9 points), mais aussi chez les femmes au foyer (- 9 points) ou encore les jeunes parisiens (- 10 points).

Ce début d'espoir d'amélioration économique est également perceptible dans deux types de jugements portés par les enquêtés :

- Cela apparaît d'abord dans les anticipations des Français sur leurs conditions de vie futures (graphique 1). On note, certes, que le nombre « d'optimistes », c'est-à-dire de ceux qui pensent que leur situation va s'améliorer dans les cinq prochaines années, n'a pas varié. Mais, par contre, le nombre de « pessimistes » s'est réduit de 4 points : il retrouve, à 34 %, son niveau de 1992.

Graphique 1
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

- D'autre part, alors qu'on avait assisté, au début 1994, à une montée particulièrement sensible du sentiment de restrictions, nettement moins de Français déclarent cette année « se serrer régulièrement la ceinture » sur certains postes de leur budget : le taux atteint maintenant 62 %, contre 69 % il y a un an (graphique 2).

Graphique 2
Vous imposez-vous régulièrement des restrictions
sur certains postes de votre budget ?



Source : CREDOC, Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

Cette diminution du sentiment de restrictions est d'ailleurs significative dans toutes les catégories de population¹. Elle concerne aussi la plupart des postes sur lesquels les Français sont interrogés. Il reste qu'on ne retrouve pas cette diminution dans deux domaines particuliers : les soins médicaux et le téléphone (tableau 6). Serait-ce le signe d'une appétence à consommer encore accrue sur ces deux types de postes ?

¹ Elle l'est encore plus chez les indépendants (- 11 points, contre - 7 en moyenne) et les parisiens (- 12 points).

Tableau 6

Le pourcentage d'individus déclarant se restreindre sur les différents postes de consommation
- Evolution 1994 - 1995 -

	(en %)		
	Début 1994 (A)	Début 1995 (B)	Différence (B - A)
. Vacances et loisirs	53,3	49,3	- 4,0
. Habillement	51,9	47,5	- 4,4
. Achat d'équipement ménager	49,9	46,5	- 3,4
. Soins de beauté	43,4	39,3	- 4,1
. Téléphone	34,7	36,1	+ 1,4
. Voiture	37,3	34,2	- 3,1
. Logement	25,0	20,5	- 4,5
. Tabac, boissons	22,5	22,2	- 0,3
. Alimentation	21,0	18,9	- 2,1
. Dépenses pour les enfants	16,5	15,9	- 0,6
. Soins médicaux	8,9	10,8	+ 1,9

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Mais, face à ces quelques signes d'optimisme, un autre phénomène frappant apparaît : en même temps que l'espoir d'amélioration des situations personnelles s'accroît, le jugement porté sur le niveau de vie de l'ensemble de la population reste quasiment aussi noir qu'il l'était il y a un an (tableau 7).

Tableau 7

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français,
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

	(en %)								
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995
Mieux (1)	17	19	22	27	21	13	11	8	9
C'est pareil	17	17	15	20	19	17	13	10	10
Moins bien (2) ..	58	59	56	48	57	66	73	79	77
Ne sait pas	7	5	7	5	4	4	3	3	4
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

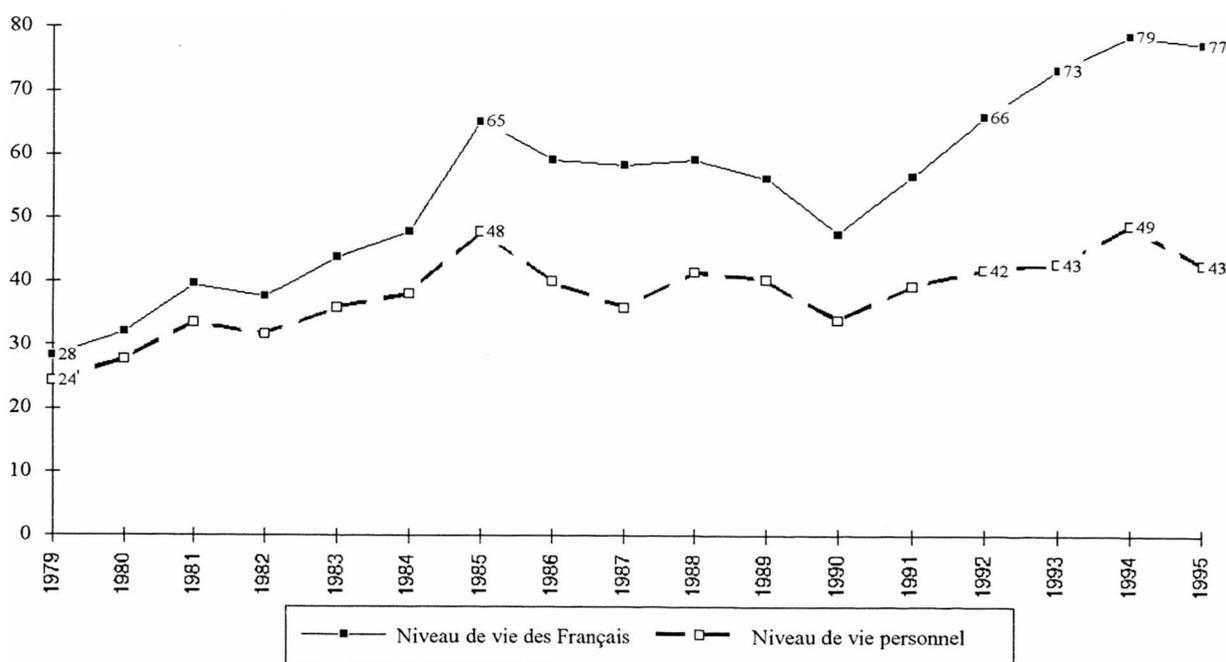
(1) Somme des "Beaucoup mieux" et "un peu mieux". (2) Somme des "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

Ainsi, le décalage que l'on avait relevé, notamment depuis 1990, entre opinions générales et perceptions individuelles, qui avait cessé de croître l'année dernière, s'est sensiblement creusé cette année : alors qu'il était de 30 points au début 1994, il est

maintenant de 34 points (graphique 3). Autrement dit, les **jugements négatifs de nos concitoyens concernent bien davantage une appréciation générale relative à la société française que celle qu'ils portent individuellement sur leur propre niveau de vie** : beaucoup de Français - et même de plus en plus - ont le sentiment de « mieux s'en sortir que les autres ».

Comme si nos concitoyens voulaient déceler dans la situation actuelle les premiers signes de la fin tant attendue de la crise économique qui frappe nos sociétés, mais sans y croire totalement : les choses peuvent, certes, commencer à s'améliorer pour eux ; mais cela ne sera-t-il pas plus long pour « les autres », pour la société dans son ensemble ?

Graphique 3
Opinions sur l'évolution du niveau de vie depuis une dizaine d'années :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

3. Un nouvel accroissement des inquiétudes

Est-ce lié à ce décalage grandissant entre espoirs personnels et perceptions de la situation « des autres » ? Toujours est-il que cette année, on observe une nouvelle montée des inquiétudes dans la société : le nombre de Français touchés n'a même jamais été aussi élevé depuis 1981.

Soyons précis. Il ne s'agit pas ici d'une inquiétude ponctuelle liée à telle ou telle circonstance particulière ; il ne s'agit pas non plus, a priori, de la crainte relative au risque de chômage : **l'indicateur d'inquiétudes** du CREDOC prend en effet en compte quatre sujets de risques possibles - autres que le chômage -, qui concernent des domaines très différents ; ils sont relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire).

Or, cet indicateur, qui traduit une peur **cumulée** (personnes inquiètes sur quatre thèmes à la fois), avait déjà montré un doublement de la population inquiète entre 1982 et 1990 : 14% en 1982-83, 28% en 1990-91¹. Depuis, l'indicateur s'était maintenu à un niveau élevé. Or, le début 1995 montre qu'un nouveau pallier est atteint : **30% des Français** peuvent être aujourd'hui considérés comme inquiets (tableau 8).

Tableau 8
La diffusion des craintes dans la société française*

	1982-1983	1986-1987	1990-1991	Début 1994	Début 1995	Différence (E-A)
	A	B	C	D	E	
% d'individus « inquiets »**	14	22	28	28	30	+ 16
% d'individus « tranquilles »***	14	12	7	7	6	- 8

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.

** Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (cumul des quatre domaines).

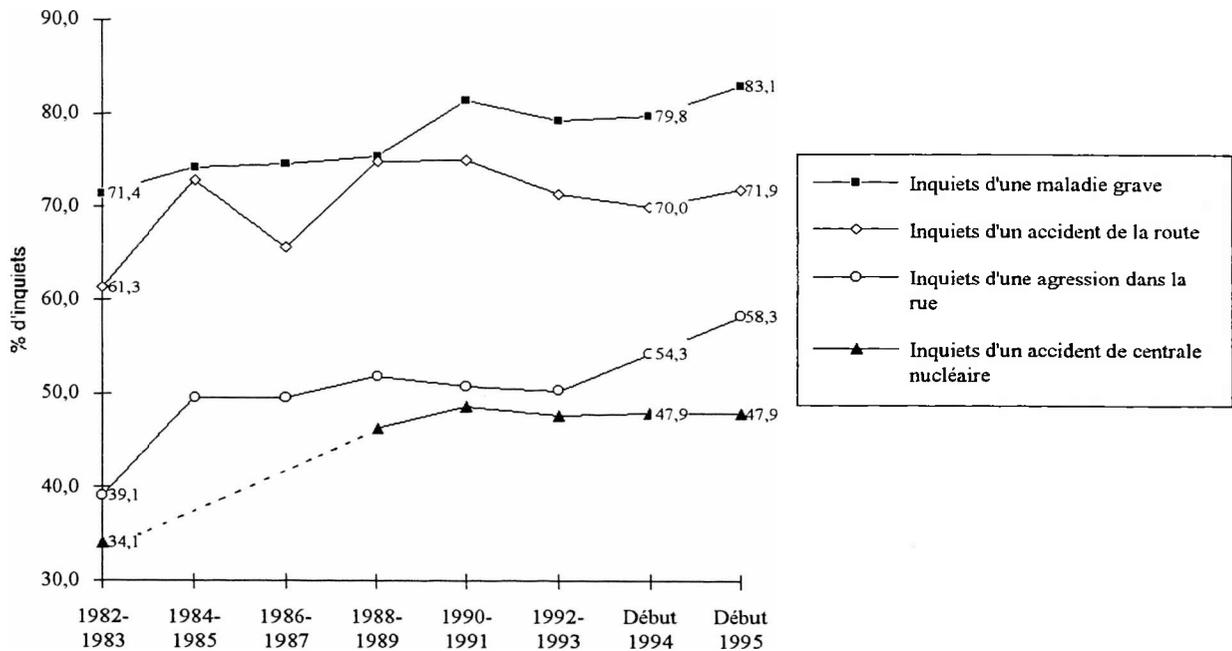
*** Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Ainsi, alors qu'il y avait autant de personnes « tranquilles » que d'inquiètes il y a treize ans (14%), il y a maintenant cinq fois plus d'inquiets (30%) que de « tranquilles » (6%) dans la société française.

Cette diffusion des craintes tient aussi bien, cette année, à la montée des inquiétudes vis-à-vis de la maladie grave (+ 3 points, cf. graphique 4) que de celles relatives à l'accident de la route (+ 2 points) ou à l'agression dans la rue (+ 4 points). Seul élément « stable » : la crainte d'un accident de centrale nucléaire.

¹ Cf. G. Hatchuel, J.L. Volatier : *Les « nouveaux inquiets »*, Consommation et Modes de Vie, N° 62, Novembre 1991, CREDOC.

Graphique 4
La montée des inquiétudes en treize ans



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Il faut le noter, ces inquiétudes ne se sont pas cette année accrues systématiquement dans toutes les catégories sociales. Elles sont, par exemple, restées aussi élevées qu'auparavant chez les employés et les ouvriers (33% des membres de ce groupe sont « inquiets »). Mais elles ont augmenté un peu plus qu'en moyenne chez les femmes au foyer (43% sont inquiètes, soit + 3 points en un an) ou dans des groupes habituellement peu touchés : par exemple, les cadres (+ 3 points) ou les diplômés du supérieur (+ 5 points). Il reste que ces deux dernières catégories de population ne comportent encore « que » 16 à 17% d'inquiets, contre 30% en moyenne chez l'ensemble des Français et 38% chez ceux qui ne disposent d'aucun diplôme.

Le CREDOC a déjà montré comment cette montée des inquiétudes avait pu influencer sur les changements de consommation intervenus ces dernières années¹. Il est d'ailleurs remarquable, à ce propos, que parmi les Français les plus craintifs, figurent aujourd'hui les **femmes**, dont on sait combien elles sont considérées comme motrices dans l'acte de consommation : 36% d'entre elles sont « inquiètes » (contre 24% des hommes). Cela concerne même maintenant 40% des ouvrières et des employées, 42% des femmes ayant entre 50 et 64 ans, 43% des femmes au foyer et 45% de celles qui ne disposent d'aucun diplôme.

¹ Cf. R. Rochefort : « Montée des inquiétudes et changement de la consommation », Futuribles, Juillet-Août 1993.

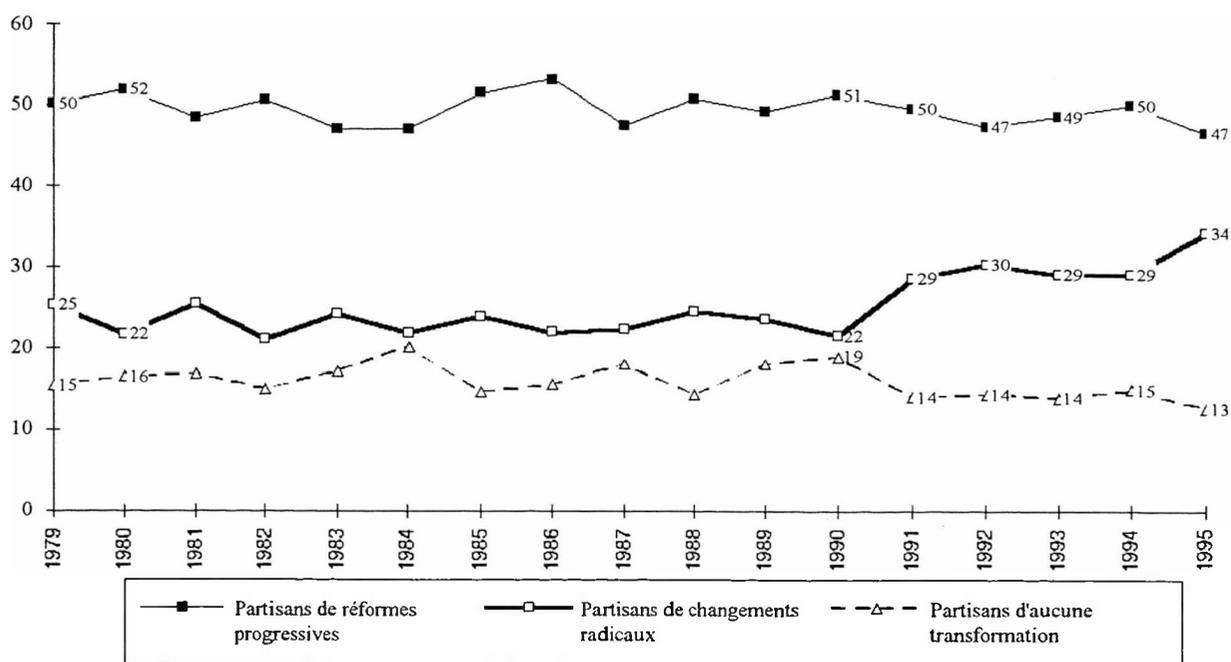
4. Davantage de Français se déclarent partisans de réformes radicales pour changer la société

Autre élément significatif, à mettre bien entendu en relation avec la diffusion des inquiétudes : alors que depuis treize ans, le pourcentage de Français souhaitant « de profondes transformations de la société » oscille entre 70 et 80%, il dépasse cette année, pour la première fois depuis fin 1978, le seuil des 80% où il se maintenait depuis le début 1991 : 82% de nos concitoyens expriment aujourd'hui cette demande de transformation profonde.

Mais le plus notable est que cet accroissement de la volonté réformatrice de la société ne s'est pas traduit par une augmentation des partisans de « réformes progressives ». Au contraire, **34% des Français optent maintenant pour des changements radicaux**, contre 29% au début 1994 (+ 5 points en un an).

Le taux atteint cette année est, de loin, le plus haut de tous ceux relevés depuis la création du système d'enquêtes sur « les Conditions de vie et les Aspirations des Français » (graphique 5).

Graphique 5
Une demande plus forte de réformes radicales



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

Cette demande accrue de changements radicaux, qui avait commencé à s'engager dès le printemps 1994 (32 % des Français en étaient alors partisans), touche davantage les **classes intermédiaires aux revenus moyens**, plutôt des diplômés du bac, aussi bien les ruraux que les parisiens de plus de 40 ans (tableau 9). Les évolutions le plus notables sur ce point concernent les femmes actives et la catégorie des employés : en particulier, 40 % de ces derniers estiment aujourd'hui que la société a besoin de changements radicaux, contre 31 % au début 1994 (+ 9 points en un an).

Mais, à vrai dire, cette accélération contestatrice, un peu identique à celle qui était intervenue au début 1991, ne concerne pas seulement ces groupes de population : elle touche quasiment toutes les catégories, aussi bien les plus jeunes (+ 6 points chez les moins de 35 ans) que, par exemple, les 50-65 ans (+ 5 points).

En tout état de cause, **les plus contestataires des Français sont aujourd'hui les employés** (40 % de « radicaux »), légèrement devant les ouvriers (39 %), les femmes au foyer (38 %) et les personnes disposant dans leur ménage de 10 000 à 15 000 Francs mensuels (38 %).

Tableau 9
Le pourcentage de partisans de changements radicaux
pour transformer la société française
- Evolution pour quelques catégories -

	(en %)		
	Début 1994 (A)	Début 1995 (B)	Différence (B - A)
. Femme active	21,7	32,0	+ 10,3
. Employé	31,0	39,9	+ 8,9
. Personne de 40 ans et plus, résidant dans l'agglomération parisienne	27,2	35,7	+ 8,5
. Femme au foyer	30,1	38,3	+ 8,2
. Revenus du foyer compris entre 10 000 F. et 15 000 F/mois	30,3	38,4	+ 8,1
. Diplômé du bac ou du supérieur	20,9	28,2	+ 7,3
. Réside dans une commune de moins de 2000 habitants	24,7	32,0	+ 7,3
Ensemble des Français	29,1	34,2	+ 5,1

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Cependant, cette évolution vers plus de « radicalisme » ne se retrouve pas globalement dans le sentiment formulé par les Français sur le fonctionnement de la justice : 35 % de la population estiment aujourd'hui que celle-ci fonctionne bien, soit 3 points de plus qu'au début 1994.

Il est vrai que dans ces deux domaines, les différentes catégories sociales ont évolué très différemment en un an. Un examen attentif des réponses apportées par les groupes les plus « fluctuants » sur ces sujets depuis l'année dernière conduit à distinguer **trois types de mouvements d'opinions**, qu'on ne peut d'ailleurs pas ne pas relier aux « affaires » qui secouent la société française depuis quelques mois :

- Le premier est relatif aux Français qui, en même temps, considèrent que la justice fonctionne mieux par rapport à l'année dernière et expriment une plus grande demande de « radicalité ». Comme s'ils voyaient dans ce meilleur fonctionnement de la justice le révélateur, l'élément positif d'une prise de conscience que la société doit être transformée radicalement : on trouve ici des femmes au foyer, des parisiens de plus de 40 ans, des personnes plutôt aisées, des cadres.
- Le second concerne des individus qui, tout à la fois, estiment que la justice fonctionne mieux et sont moins demandeurs de réformes radicales. On trouve ici des jeunes parisiens.
- Le troisième est relatif aux enquêtés qui pensent que la justice fonctionne moins bien et qui y voient la preuve que la société doit être transformée radicalement (plus de demandes « radicales ») : on trouve ici des employés, des ouvriers et des femmes actives.

5. Le maintien d'une forte attente d'une politique de soutien envers les plus défavorisés

Le mouvement de retour des opinions favorables aux politiques de redistribution sociale, notamment celles destinées aux plus démunis, engagé dès la fin de 1992, reste tout aussi vivace cette année : comme au début 1994, 65 % des Français estiment que la prise en charge des familles défavorisées leur permet de vivre, et non qu'elle leur enlève le sens des responsabilités. Le pourcentage était de 14 points inférieurs en 1992.

De fait, 73 % de la population estiment aujourd'hui que les pouvoirs publics « ne font pas assez » pour les plus démunis (+ 11 points en trois ans, cf. tableau 10). Ce mouvement correspond bien à la montée très nette des préoccupations relatives à la pauvreté en France, accroissement que l'on peut observer dans la société depuis déjà trois ans (cf. tableau 4 déjà présenté ci-dessus).

Tableau 10

Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?

	(en %)		
	Début 1991	Début 1992	Début 1995
. Font trop	3,0	3,4	1,8
. Font ce qu'ils doivent	34,3	33,9	24,3
. Ne font pas assez	61,8	61,6	72,7
. Ne sait pas	0,9	1,1	1,1
. Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Cette montée de « l'exigence humanitaire » envers les populations les plus défavorisées est liée à la diffusion du sentiment que, compte tenu de la croissance du chômage et de la précarisation que celui-ci peut entraîner pour ceux qui en sont frappés, il est nécessaire que la société puisse permettre à chacun de disposer d'un **minimum vital « suffisant »**. Cette demande de soutien « suffisant » apparaît particulièrement nette quand on relève que 61 % des Français considèrent, en ce début 1995, que le montant actuel du RMI « n'est pas assez élevé ».

Bien entendu, cette demande accrue d'intervention des pouvoirs publics n'est probablement pas sans lien avec le fait que de plus en plus de nos concitoyens déclarent connaître, dans leur entourage proche, des bénéficiaires du RMI. Cela concerne aujourd'hui 45 % de la population, contre « seulement » 33 % il y a trois ans. On a là, d'ailleurs, un indicateur de la croissance de la pauvreté en France ces dernières années.

Toujours est-il que cette volonté d'intervention humanitaire accrue va de pair avec un sentiment grandissant dans la population : de plus en plus de Français considèrent que les personnes plongées dans la pauvreté le sont plus « par manque de chance » que par « absence d'efforts personnels pour s'en sortir ». 74 % le croient, contre 70 % il y a un an et 60 % au début 1992 (tableau 11).

Tableau 11
Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous,
explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?

	(en %)				
	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995
. C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas de chance	60	60	67	70	74
. C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir	36	37	31	27	25
. Ne sait pas	4	3	2	3	1
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Ce mouvement s'accompagne aussi d'un arrêt de la montée des doutes exprimées par les Français sur les risques « d'effets pervers » des prestations destinées aux plus défavorisés. Certes, 37% des enquêtés estiment encore aujourd'hui que le RMI risque « d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher du travail ». Mais le taux s'était élevé jusqu'à 39% il y a un an¹.

En tout état de cause, cette évolution vers plus d'exigence humanitaire est sensible dans quasiment toutes les catégories de population. Elle est encore plus forte, cette année, chez les personnes de 35 à 50 ans, les hommes actifs, les indépendants, les habitants de petites communes, les individus disposant de revenus supérieurs à 12 000 Francs mensuels dans leur ménage. Elle est moins nette chez les femmes au foyer et chez les parisiens.

6. Un recul brutal des opinions favorables aux efforts financiers pour la défense de l'environnement

Alors même que depuis plusieurs années, l'idée de contribuer financièrement à la lutte contre la dégradation de l'environnement - y compris en subissant quelques sacrifices personnels - avait commencé à s'ancrer dans les esprits, le début 1995 marque un coup d'arrêt brutal à ce mouvement.

¹ Il est vrai que celui-ci était lié à une attitude très particulière des travailleurs indépendants : 62% d'entre eux craignaient ces effets pervers au début 1994. Avec l'amélioration sensible du « moral » de cette catégorie en janvier 1995, ce taux est passé chez eux à 47%.

Certes, en janvier 1995, un tiers des Français se déclarent encore prêts à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement. Mais ce chiffre, en soi assez important, est inférieur de 9 points à celui de l'année dernière, traduisant un net retournement de tendance par rapport à l'évolution qui s'était faite jour entre 1991 et 1994 (tableau 12).

Tableau 12
Le pourcentage de Français prêts, personnellement, à « payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement »

Début 1991	Début 1993 (*)	Début 1994	Début 1995	Différence 1995-1994
28,7	35,1	42,1	33,2	- 8,9

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(*) Le libellé de la question était légèrement différent en 1993 : il s'agissait d'individus « prêts à donner de l'argent pour des actions de protection de l'environnement ».

Ce retournement mérite d'autant plus d'attention qu'il semble relever cette année d'un véritable mouvement de fond :

- D'une part, il concerne, en effet, systématiquement tous les groupes sociaux, quel que soit l'âge des enquêtés, leur sexe, leur catégorie sociale (PCS) ou leur niveau de revenu. Le mouvement de baisse est encore plus net chez les diplômés du bac et du supérieur (- 18 points, contre - 9 points en moyenne), les employés (- 15 points), les habitants de communes de moins de 2 000 habitants (- 14 points), les personnes disposant de revenus aisés, supérieurs à 15 000 Francs mensuels (- 12 points), les individus de 25-34 ans (- 12 points) et les parisiens (- 11 points).
- D'autre part, ce retournement ne concerne pas uniquement cette seule opinion, mais peut être observé pour divers autres jugements relatifs à d'éventuels sacrifices qui seraient consentis pour la défense et la protection de la nature. Ainsi, cette année, les Français se disent-ils moins souvent prêts, pour préserver l'environnement, à accepter un ralentissement économique (- 17 points en un an, tableau 13), à tolérer moins de confort (- 16 points), à accepter un niveau de vie plus faible (- 14 points) ou à consentir une augmentation du chômage (- 3 points).

Tableau 13
Le pourcentage de Français prêts à accepter,
pour préserver et protéger l'environnement, ...

	(en %)				
	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Différence 1995-1994
... Un ralentissement économique	53	50	50	33	- 17
... Moins de confort	50	51	54	38	- 16
... Un niveau de vie plus faible	39	40	41	27	- 14
... Une augmentation du chômage	7	6	6	3	- 3

Source : CREDOC-EDF, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Là encore, les évolutions négatives sont les plus fortes chez les employés, les personnes de 25 à 34 ans, les individus aisés, les diplômés du supérieur, les parisiens, mais aussi les ruraux.

Bien sûr, ce mouvement de recul est en partie lié à la sensibilité plus grande que les Français semblent avoir, ces derniers temps, **en matière de prix**. Mais ce reflux ne se réduit pas à ce seul aspect puisque l'on observe que si effectivement moins de Français se disent prêts à payer 10% plus cher toutes sortes de produits (tableau 14), **ce recul est nettement plus fort pour les productions dont le surcoût serait lié à leurs qualités environnementales spécifiques** (- 23 points en un an contre, par exemple, - 10 points pour les produits reconnus meilleurs pour la santé).

Tableau 14
Le pourcentage de Français prêts à payer plus cher des produits ...

	(en %)		
	Début 1994	Début 1995	Différence 1995-1994
... reconnus comme préservant l'environnement	66	43	- 23
... reconnus comme meilleurs pour la santé	77	67	- 10
... fabriqués en France	58	48	- 10

Source : CREDOC-EDF, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

D'ailleurs, cette moindre acceptation d'un éventuel surcoût des produits reconnus comme préservant l'environnement n'est pas seulement le fait des catégories confrontées à des difficultés économiques. C'est, par exemple, le cas des cadres (- 27 points en un an, contre - 23 en moyenne), des diplômés du supérieur (- 28 points) ou des personnes bénéficiant de revenus supérieurs à 15 000 Francs par mois (- 27 points).

7. L'idée du « partage du travail » pour créer des emplois fait son chemin dans les esprits

Enfin, si cette année les préférences envers l'augmentation du pouvoir d'achat régressent légèrement chez les actifs, celles-ci restent encore très au-dessus des attentes de temps libre, traduction d'une situation, qui certes, selon certains, commence à s'améliorer, mais demeure encore, pour beaucoup, négative. Ainsi, 62 % des actifs préféreraient, au début 1995, une amélioration de leur pouvoir d'achat, contre 37 % qui opteraient pour une augmentation de leur temps libre (tableau 15).

Tableau 15
Quelle est votre préférence entre ... ?

	(en %)								
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995
Une amélioration de votre pouvoir d'achat	66	69	69	62	67	60	56	65	62
Un temps libre plus long	34	31	30	38	32	40	44	34	37
Ne sait pas	-	-	1	-	1	-	-	1	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Ce léger accroissement de la demande de temps libre est d'ailleurs loin de concerner toutes les catégories de population. Il touche un peu plus, cette année, les ouvriers, les indépendants et les actifs de 50 à 65 ans. Par contre, la demande d'amélioration du pouvoir d'achat s'accroît sensiblement chez les jeunes (moins de 25 ans), chez les employés et chez les femmes actives.

En tout état de cause, les plus gros demandeurs d'une augmentation de pouvoir d'achat restent les groupes le plus directement touchés par des difficultés économiques. C'est, par exemple, le cas des actifs de moins de 25 ans (74 % déclarent préférer un accroissement de leur pouvoir d'achat), de ceux disposant dans leur foyer de moins de 8 000 Francs mensuels (76 %), des employés (69 %) ou des ouvriers (69 %).

Par contre, la demande de temps libre est davantage le fait des diplômés du supérieur (47 % le préfèrent), des actifs disposant de revenus élevés (47 %) et, logiquement, de ceux qui déclarent travailler plus de 45 heures par semaine (46 %).

Signe indirect de cette volonté de maintien du pouvoir d'achat, la demande de travail à temps partiel ne s'est d'ailleurs pas accrue cette année¹. Il reste qu'une idée semble, par contre, faire son chemin dans l'esprit de nos concitoyens. Il est probable que le contexte pré-électoral de ce début 1995 n'y est pas étranger. De plus en plus de Français croient que « **le partage du temps de travail** » **pourrait contribuer à créer des emplois**. Deux évolutions spectaculaires en témoignent :

- 68 % de la population pensent que le développement du travail à temps partiel « peut réduire le chômage » (+ 13 points en un an).
- 52 % estiment qu'une mesure de réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 ou 32 heures « créerait effectivement des emplois » (+ 11 points en un an). Certes, cette idée a plus de succès chez les inactifs et chez les chômeurs, mais elle est maintenant partagée par quasiment la majorité (48 % exactement) des actifs.

Il reste que l'idée de réduction de la durée du travail n'arrive aujourd'hui, au sein des mesures considérées par les Français comme le plus efficaces pour développer l'emploi, que loin derrière la proposition d'abaisser les charges sociales ou celle de favoriser la production nationale.

*

*

*

Désirs accrus de transformation profonde de la société par des réformes radicales, inquiétudes intenses, décalage sensible entre espoirs personnels et perceptions de l'état de la société, les « doutes » qui touchent une bonne partie du corps social français en janvier 1995 semblent presque aussi forts que ceux du début 1994, même si l'insatisfaction n'est pas aussi élevée qu'elle l'était alors².

Certes, les signes d'espoir d'une amélioration économique, de la fin tant attendue de la « crise » qui frappe notre société, se sont amplifiés par rapport à janvier 1994 : davantage de Français croient en une stabilisation du chômage, le regard porté sur l'évolution de son niveau de vie personnel s'améliore, le sentiment de se restreindre diminue. Mais cet espoir de fin de crise s'accompagne d'attitudes plus inquiètes et

¹ Comme il y a un an, 22 % des salariés français exerçant à temps plein souhaiteraient travailler à temps partiel avec une diminution de salaire, si leur employeur l'acceptait.

² Voir annexe.

plus contestataires. En particulier, la montée d'une classe moyenne revendicatrice se prononçant pour des changements radicaux de la société ne va pas sans poser question. Car ces « radicaux » - employés, ouvriers, parfois retraités - sont sensiblement plus inquiets qu'en moyenne (35 % le sont), plus pessimistes sur le niveau de vie des Français ou sur le leur, plus sensibles aux effets pervers des politiques sociales, plus négatifs sur les anticipations du chômage.

Bien sûr, on peut s'interroger : cette montée de « radicalité » n'est-elle pas liée au climat pré-électoral de ce début 1995 ? On peut aussi se demander si, à l'avenir, l'évolution de la conjoncture accroîtra ces mouvements ou, au contraire, les ralentira. Car, on ne peut pas ne pas rappeler que l'attente d'un éventuel « redémarrage » se traduisait, il y a deux ans, par une certaine **résignation**, alors que, maintenant, l'**espoir** de la sortie du long tunnel de la crise semble aller de pair, chez certains, avec une volonté accrue de **remise en cause contestataire** de la société.

Il y a un an, nous écrivions : « *Entre résignation et revendication, le balancier des opinions semble encore quelque peu hésiter* ». Cette hésitation ne semble plus aujourd'hui vraiment de mise : la **résignation** des premiers mois de 1993 avait fait place, en janvier 1994, à un début de **volonté revendicative**. Au vu des multiples facettes des opinions, parfois désabusées, d'une partie du corps social français en ce début d'année 1995, c'est maintenant plus un désir de **revendication contestataire**, traduction d'une inquiétude forte de l'avenir, qui semble l'emporter, même si cela touche plus aujourd'hui certains groupes de la population de l'Hexagone.

*

*

*

A N N E X E

Une visualisation de l'Etat de l'Opinion au début 1995

Réalisée depuis dix-sept ans, l'enquête "*Conditions de vie et Aspirations des Français*" permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'Etat de l'Opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on appellera "**l'espace des opinions des Français**"¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perception et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace des opinions des Français*. Cette construction permet de suivre à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par l'ensemble de la population française depuis 1978. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 1995.
- La façon dont les différents groupes socio-démographiques se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en fin 1994 - début 1995.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- * Le début 1995 est marqué par *une diminution assez sensible de l'insatisfaction*. Il est vrai que le niveau de mécontentement du début 1994 atteignait un niveau record. Cette diminution de l'insatisfaction est particulièrement nette cette année chez les travailleurs indépendants. Par contre, on ne relève pas d'amélioration du « moral » des employés.
- * Un mouvement général vers *un peu plus de « modernisme »* en matière de moeurs se fait jour. Il est surtout lié à la montée du nombre de Français favorables au travail féminin.

¹ Voir, en particulier : "*L'évolution des différences d'opinions entre groupes socio-démographiques, une tentative de synthèse*", A. Dufour, J.L. Volatier, CREDOC, Février 1993.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis 1978, de la structure de ces opinions.

1. L'Espace général des Opinions (fin 1978 - fin 1994)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire "l'espace général des opinions des Français"¹.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages "satisfaction/insatisfaction" et "modernisme/traditionalisme" (graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /insatisfaction

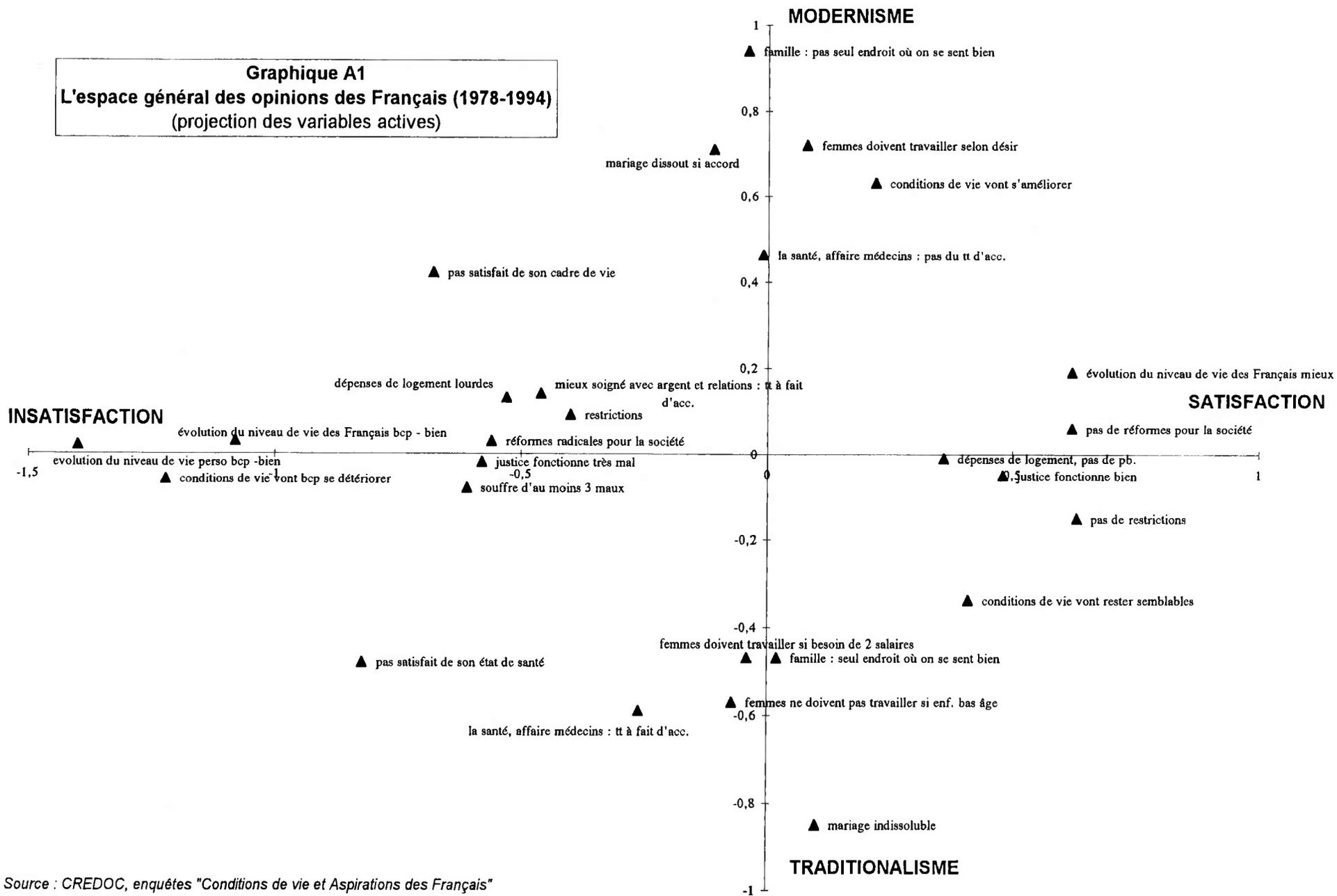
Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas souvent que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

¹ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 34 000 individus (dix-sept vagues d'enquêtes).

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1978-1994)
 (projection des variables actives)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Le deuxième axe : Traditionalisme/modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour simplifier, à l'opposition "modernisme-traditionalisme", se détermine essentiellement à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se trouvent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient travailler quand elles le désirent.

A l'inverse, au Sud du graphique, les "traditionalistes" estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou bien qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

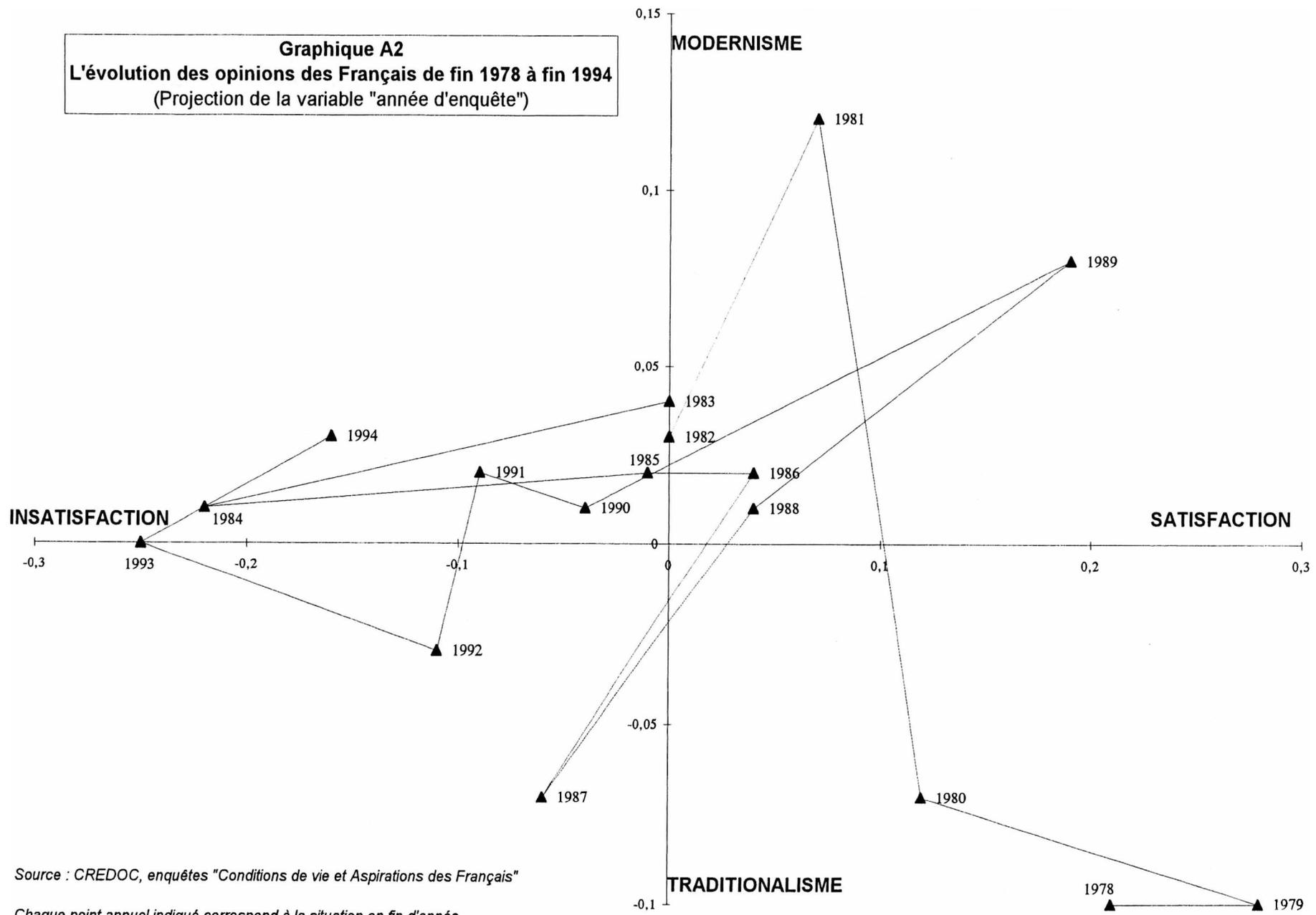
2. L'évolution, sur seize ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation en fin 1994 - début 1995

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable "année d'enquête" permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis dix-sept ans (graphique A2).

Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (fin 1978 et fin 1994), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par une **insatisfaction croissante** et un **moindre traditionalisme**. Mais ce mouvement général a été atteint à la suite de nombreux revirements et inflexions. Sept grandes phases peuvent être grosso-modo décelées sur l'ensemble de la période :

- 1 - De 1978 à 1981, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.
- 2 - De 1981 à 1984, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.
- 3 - En 1985 et 1986, un recentrage des opinions.
- 4 - En 1987, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.
- 5 - De 1987 à 1989, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.
- 6 - De 1989 au début 1994, une croissance continue de l'insatisfaction, allant de pair avec une diminution du modernisme.
- 7 - Au début 1995, un recul de l'insatisfaction, accompagné d'une légère montée du modernisme.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français de fin 1978 à fin 1994
 (Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en fin d'année.
 Le point 1994 correspond donc à "fin 1994-début 1995".

Alors que 1993 se trouvait être l'année du plus fort **mécontentement** de la population française depuis 1978, la situation s'est quelque peu redressée en 1994. Comme on l'a vu, cette évolution est la résultante d'une série d'effets contradictoires : amélioration de l'évolution ressentie du niveau de vie personnel et des anticipations sur ses conditions de vie futures, diminution des restrictions, mais aussi plus forts désirs de transformation radicale de la société et inquiétudes accrues¹. Au total, **l'insatisfaction, considérée globalement, régresse cette année.**

Le regain de modernisme est, quant à lui, pour beaucoup lié à une **évolution sensible des opinions de la population en matière d'activité féminine**. Pour la première fois depuis 1978, date de création de notre système d'enquêtes, le pourcentage de « partisans » du travail féminin dans la population française dépasse en effet les 50% : exactement 51% de nos concitoyens sont, au début 1995, favorables à l'activité professionnelle des femmes, contre 45% il y a un an².

Mais ces évolutions « moyennes » cachent des différences importantes de trajectoires selon les groupes sociaux.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population française depuis 1978, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques.

Seuls trois critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues entre fin 1993 et fin 1994 - début 1995 : ils concernent la localisation des enquêtés (Paris-province, ruraux-urbains), leur âge et leur profession-catégorie sociale.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté, les seize positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici. Pour chaque groupe socio-démographique, nous disposons donc de huit points permettant de suivre son évolution dans l'espace des opinions : 1978-1980, 1981-1983, 1984-1986, 1987-1989, 1990-1991, 1992, 1993, 1994. Ce choix vise à mettre notamment en évidence les fluctuations précises intervenues ces deux dernières années, en fin 1993, puis en fin 1994.

¹ « L'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour construire l'espace des opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'en fin 1981.

² Sont considérés comme « favorables » à l'activité féminine les enquêtés qui estiment que les femmes devraient travailler « dans tous les cas où elles le désirent » et ceux qui pensent qu'elles « devraient toujours travailler ».

A - Une diminution de l'insatisfaction plus sensible chez les jeunes résidents de la région parisienne (graphique A3).

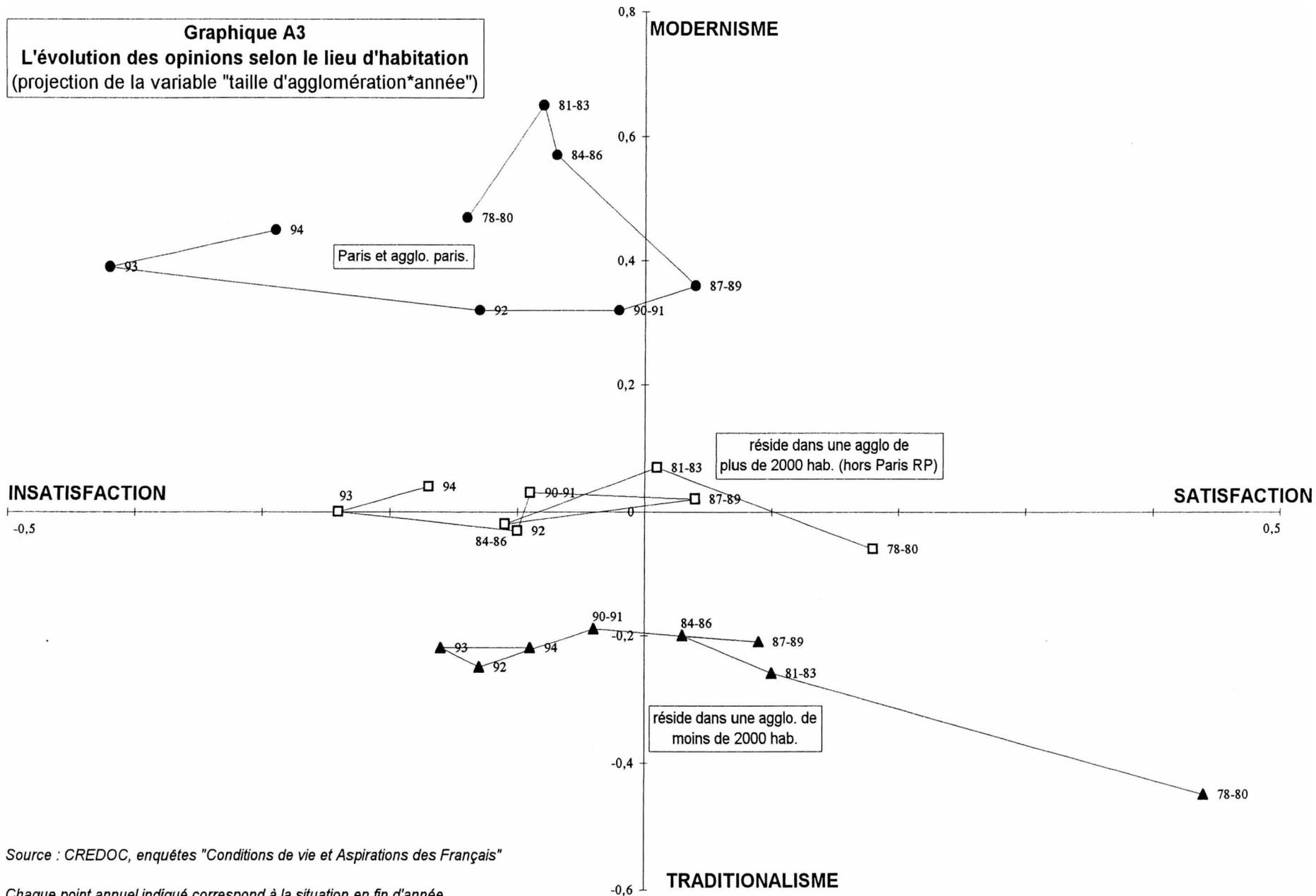
D'une manière générale, quel que soit le groupe analysé, on observe que les évolutions de fin 1978 à fin 1994 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction, insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme). Mais cela est un peu moins vrai pour les habitants de Paris et de son agglomération qui, de 1981 à 1990, ont connu une diminution sensible du « modernisme ».

En tout état de cause, alors que depuis 1989, l'insatisfaction s'était notablement élevée pour les trois groupes concernés, celle-ci régresse pour la première fois depuis cette date :

- Pour les ruraux, le niveau d'insatisfaction atteint en ce début 1995 est inférieur à celui de fin 1992 et de fin 1993.
- Pour les autres habitants de province, le recul de l'insatisfaction de cette année ne suffit pas à compenser la croissance du mécontentement qui était intervenue entre fin 1992 et fin 1993.
- Ce sont les habitants de Paris et de l'agglomération parisienne, considérés dans leur ensemble, qui connaissent cette année la plus forte diminution du mécontentement. Mais il est vrai que c'était dans ce groupe qu'une spectaculaire progression de l'insatisfaction s'était faite jour entre fin 1992 et fin 1993. Les choses ne sont pas totalement « rentrées dans l'ordre » : c'est encore chez les parisiens que l'insatisfaction est la plus élevée aujourd'hui, après qu'ils aient fait partie des moins insatisfaits des Français en 1990-1991.

Cette amélioration du « moral » des franciliens est cependant surtout forte chez les jeunes (moins de 40 ans), tandis qu'on ne la retrouve pas chez les plus âgés d'entre eux. D'ailleurs, un peu moins de jeunes parisiens estiment cette année, comparé au début 1994, que la société française doit se transformer profondément par des réformes radicales (c'est le cas de 31% d'entre eux, soit - 1 point en un an, alors qu'en moyenne, dans la même période, la proportion de « radicaux » s'est élevée de 5 points dans l'ensemble de la population). Par contre, **36% des parisiens de plus de 40 ans sont maintenant demandeurs de réformes radicales (+ 9 points en un an), soit plus que dans l'ensemble de la population.**

Graphique A3
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (projection de la variable "taille d'agglomération*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

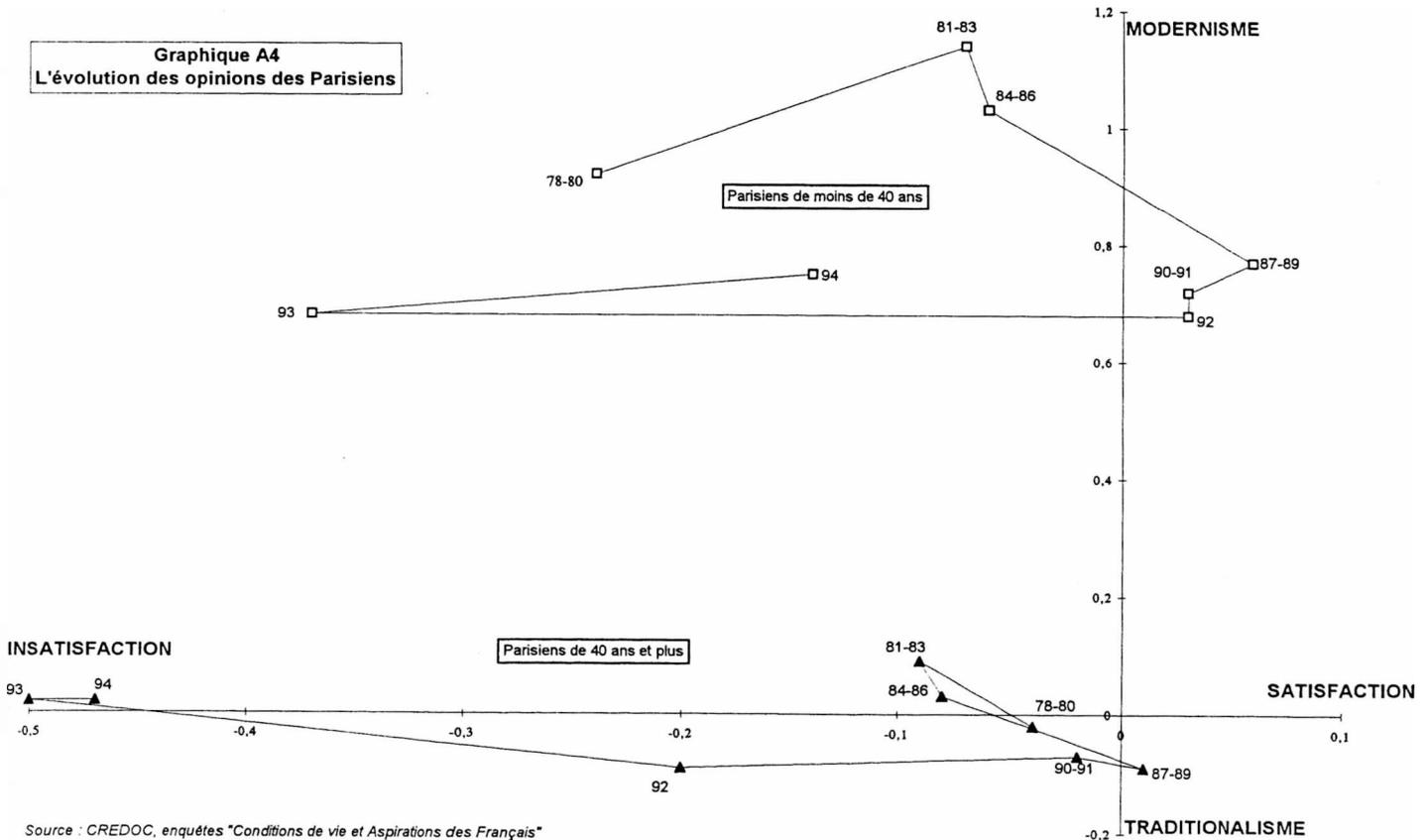
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en fin d'année.
 Le point 1994 correspond donc à "fin 1994-début 1995".

D'ailleurs, l'évolution comparée, dans l'espace des opinions, de la situation des parisiens (Paris-région parisienne) en fonction de leur âge est particulièrement spectaculaire (graphique A4) :

- Les jeunes parisiens ont vu leur insatisfaction sensiblement régresser en un an.
- Les parisiens de plus de 40 ans sont quasiment restés au même niveau de mécontentement : c'est ce groupe qui se situe aujourd'hui le plus à gauche sur l'axe d'insatisfaction de l'espace des opinions.

Remarquons enfin que la légère poussée du modernisme de cette année est intervenue surtout chez les parisiens, mais qu'elle n'a pas touché les ruraux (graphique A3).

Graphique A4
L'évolution des opinions des Parisiens



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en fin d'année.
Le point 1994 correspond donc à « fin 1994-début 1995 ».

B. Un net recul de l'insatisfaction chez les 50-64 ans (graphique A5)

Dans chacune des cinq classes d'âge retenues, on relève cette année un **recul de l'insatisfaction**. Mais ce mouvement n'a pas la même amplitude dans les différents groupes :

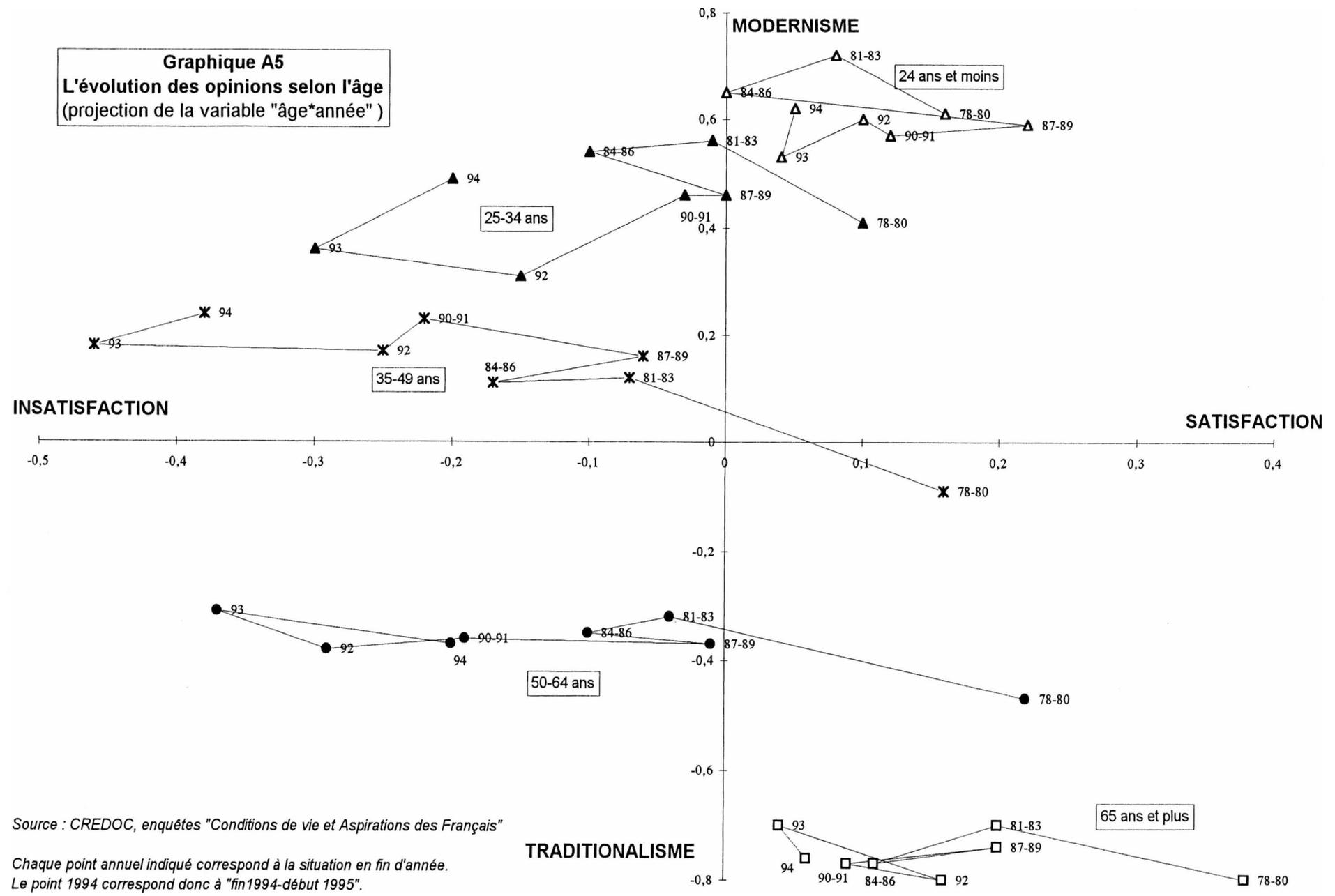
- Il est relativement faible chez les plus jeunes (moins de 24 ans) et chez les plus âgés (plus de 65 ans). Il est vrai que ces deux catégories de population étaient déjà parmi les plus satisfaites, et ce, depuis plus de dix ans. Ces deux groupes figurent donc encore du côté de la « satisfaction » dans l'espace des opinions, comme l'année dernière.
- Le recul du mécontentement est **plus fort dans les catégories médianes** (25-65 ans), celles qui avaient connu une poussée d'insatisfaction importante entre fin 1992 et fin 1993. Mais ce recul est nettement plus accentué chez les personnes de 50 à 64 ans. D'ailleurs, celles-ci retrouvent le niveau de mécontentement qui était le leur en 1990-91, gommant ainsi l'évolution négative qui les avait touchées entre 1991 et 1993.

Le recul de l'insatisfaction est également plus net chez les 25-34 ans que chez les individus de 35 à 49 ans. Pour ces derniers, ce recul est loin de compenser la poussée de mécontentement qui était intervenue entre la fin 1992 et la fin 1993. De fait, c'est chez les **personnes de 35 à 49 ans qu'aujourd'hui l'insatisfaction est de loin la plus forte, toutes classes d'âge confondues**. Rappelons d'ailleurs que 39% d'entre elles souhaitent maintenant des réformes radicales de la société (contre 34% en moyenne).

Un deuxième constat s'impose au vu du graphique A5 : le regain de modernisme n'a pas concerné, cette année, la société française dans son ensemble, mais les groupes les plus jeunes, jusqu'à 49 ans. C'est surtout chez les individus de 25 à 34 ans que cette poussée de modernisme a été la plus nette.

Par contre, les personnes de plus de 50 ans ont, sur ce point, évolué en sens inverse : elles sont maintenant un peu plus **traditionalistes** qu'elles ne l'étaient l'année dernière (léger mouvement vers le sud du graphique).

Graphique A5
L'évolution des opinions selon l'âge
 (projection de la variable "âge*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en fin d'année.
 Le point 1994 correspond donc à "fin 1994-début 1995".

C. Une amélioration spectaculaire du « moral » des indépendants. Un maintien de l'insatisfaction des employés (graphique A6)

Comme on a pu l'observer pour les divers groupes précédents, les différentes catégories socio-professionnelles se positionnent aussi de manière très distincte dans l'espace des opinions. On remarque que les cadres d'abord, puis les employés, sont les plus modernistes ; les retraités, les plus traditionalistes.

Mais, là encore, la plupart des mouvements apparus ces dernières années se sont davantage opérés dans le sens horizontal (vers plus de mécontentement) et assez peu dans le sens vertical.

Si l'on se focalise sur les seules variations intervenues entre fin 1993 et fin 1994, quatre éléments importants se dégagent :

- Alors que les travailleurs indépendants¹ avaient, en seize ans, traversé de droite à gauche tout l'espace des opinions, de la satisfaction totale à l'insatisfaction notable, ils ont connu en 1994 une amélioration spectaculaire de leur « moral ». Il y a un an, ils talonnaient les ouvriers dans le mécontentement ; ils ont rejoint aujourd'hui les cadres et les retraités dans une relative absence d'insatisfaction, retrouvant ainsi leur situation de 1984-1986.
- Le recul du mécontentement des ouvriers, particulièrement sensible en un an, tranche avec le quasi-maintien de l'insatisfaction des employés². De fait, **ces derniers sont aujourd'hui aussi insatisfaits que les ouvriers.**
- L'amélioration du « moral » des femmes au foyer, sans être aussi spectaculaire que celle des indépendants, est suffisante pour les ramener à leur situation d'il y a trois ans.
- Enfin, les deux groupes les plus satisfaits depuis douze ans le restent : il s'agit des cadres et des retraités. Notons cependant que ces deux catégories n'ont pas « reculé » sur l'axe d'insatisfaction ; au contraire, elles ont plutôt vu très légèrement s'accroître leur mécontentement.

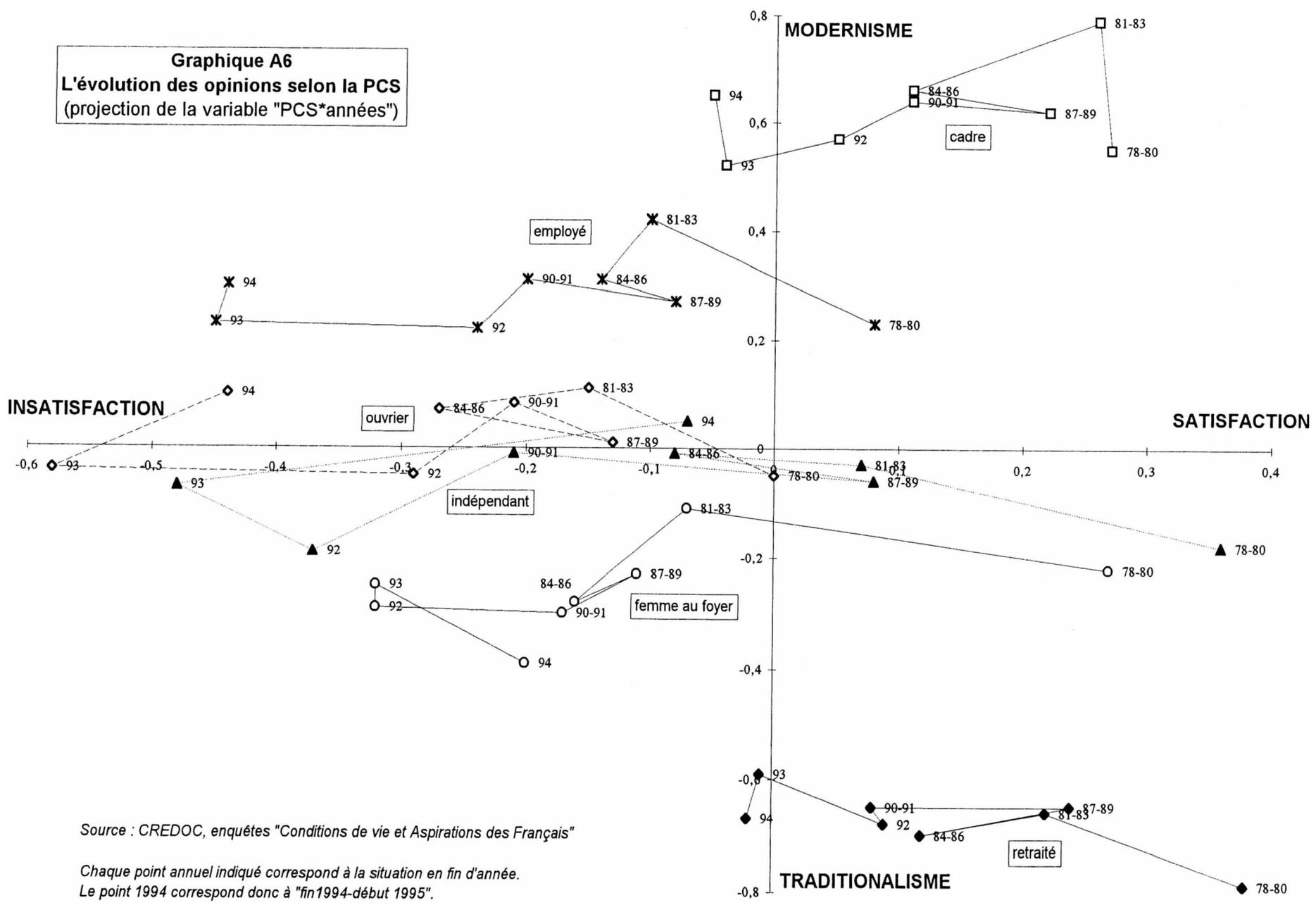
Notons enfin que la fracture par âge apparue dans la population en ce qui concerne « le regain de modernisme » se retrouve dans l'analyse par catégories sociales :

- Sont devenus plus modernistes, en un an, les groupes d'actifs : les cadres, les indépendants, les employés et les ouvriers.
- Par contre, les femmes au foyer et les retraités ont évolué vers plus de traditionalisme.

¹ Sous cette rubrique, figurent les exploitants agricoles, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprise. Les professions libérales ont été classées avec les cadres.

² Notons que les femmes actives dans leur ensemble, dont une bonne partie sont employées, ont vu croître leur insatisfaction entre fin 1993 et fin 1994.

Graphique A6
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la variable "PCS*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en fin d'année.
 Le point 1994 correspond donc à "fin 1994-début 1995".

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, trois conclusions principales s'en dégagent :

- Les groupes ayant connu, entre le début 1994 et janvier 1995, la **diminution la plus sensible de l'insatisfaction** sont les suivants, dans l'ordre¹ :
 - 1 - Les indépendants.
 - 2 - Les parisiens de moins de 40 ans.
 - 3 - Les 50-64 ans.
 - 4 - Les ouvriers.

- Les groupes situés, aujourd'hui, **au plus haut du point de vue du mécontentement** sont, dans l'ordre¹, les suivants :
 - 1 - Les parisiens de plus de 40 ans.
 - 2 - Les employés.
 - 3 - Les ouvriers.
 - 4- Les 35 - 49 ans.

- Enfin, le regain de modernisme intervenu dans l'année concerne en fait les personnes de moins de 50 ans, actives. Les inactifs, les femmes au foyer ou les individus de plus de 60 ans ont, eux, évolué vers un traditionalisme légèrement accentué.

On comprend finalement à cette énumération que le plus frappant des évolutions intervenues est le **décalage grandissant** qui semble avoir affecté les différents groupes de population : le radicalisme accru de certains tranche avec l'espoir d'amélioration économique que d'autres semblent, aujourd'hui, davantage cultiver.

*

*

*

¹ Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'espace des opinions.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

